

MÉLANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, 6 AOUT 1847.

ARRIVÉE DE LA MALLE ANGLAISE.

LONDRES.....17 juillet.
PARIS.....15 juillet.
ROME.....25 juin.

NOUVELLES POLITIQUES.

Arrivée de la malle. Hausse dans la farine. Angleterre: Parlement; Elections, Lord John Russell, Sir Robert Peel, Classes moyennes. France: Affaire Despans-Cubières, Banquet des Réformistes, Algérie. Belgique. Bavière: Lola Montès. Allemagne: Fermentation, Hongrie, Peuples Slaves. Prusse: liberté de la presse. Suisse: Diète, Discours d'ouverture. Espagne: Légal, Ministère, Infante. Portugal. Grèce: Elections. Italie: Fête de St. Pierre et St. Paul, Dîner Autrichien, Ciceronachia, Attributions judiciaires, Proscrits, Frère du Pape.

Les nouvelles que nous a apportées la dernière malle sont de peu d'importance pour le moment, mais promettent au moins pour l'avenir une agitation par toute l'Europe; nous entendons parler sous le rapport politique. Car sous le rapport commercial, il n'y a pas de grandes crises à craindre et les approvisionnements étaient assez considérables, bien que la farine ait subi en deux fois une hausse de 4s. par quart.

En Angleterre, le parlement anglais tirait à sa fin, il devait être prorogé le 22, et si le temps chaud continuait, les élections devaient être remises après les récoltes. Bien que lord J. Russell ait perdu un peu de sa popularité en empêchant la passation d'une mesure qu'on regarde comme une réforme sociale, on croit généralement que les élections lui seront favorables. Sir Robert Peel est toujours là en face de lord J. Russell et attend tout du temps; son sort ne saurait être plus incertain qu'à l'heure qu'il est. Toutefois les élections vont avoir un aspect tout caractéristique; ce sont les hommes intelligents et d'opinions modérées, libérales et sages qui formeront la grande majorité des élus du peuple; ce sont les classes moyennes qui vont paraître, grâce à la politique du jour.

En France, la fameuse affaire Despans-Cubières est, dit-on, terminée. Le procès a été long et douloureux; c'est un drame de corruption, qui s'est déroulé en face de la France entière. Les quatre accusés ont été trouvés coupables. M. Teste, l'un d'eux, pair de France, le sentait bien; aussi a-t-il voulu échapper à la justice des hommes en se suicidant mais heureusement sa tentative a été inutile, l'arme s'est brisée, et M. Guizot en racontant ce fait à la chambre, s'est écrié que c'était le sort, la fatalité, car il ne reconnaît pas la Providence. M. Teste, a par là prouvé sa culpabilité; il est condamné à rendre les 95000 fr. qu'il a reçus, à payer le double de cette somme comme amende, et à perdre ses droits civils. MM. Parmentier, Cubières et Pellapra perdent aussi leurs droits civils, le premier en outre est condamné au maximum de la peine, le second à deux ans de prison et à payer 200000 fr., le troisième enfin au maximum comme contumace. Enfin ils sont solidaires, et M. Pellapra aura ainsi 8 à 900000 fr. à prélever sur ses biens. Outre cette affaire qui a occupé l'attention de toute la France, les Réformistes commencent à s'agiter. Il y a eu un grand banquet de 1100 personnes de ce parti, et M. Odilon Barrot et plusieurs autres ont fait des discours des plus forts et des plus énergiques et tels qu'on n'en avait pas entendus depuis 1830. C'est la Réforme Electorale surtout que ce parti a en vue. Néanmoins M. Thiers se tient encore prudemment à l'écart, attendant patiemment le moment favorable pour venir agir en maître.—D'un autre côté, le gouverneur par *interim* de l'Algérie, le général Bedeau écrit au gouvernement français; il lui représente la situation des affaires du Maroc, l'Empereur et Abd-el-Kader aux prises, et propose d'intervenir. Il croit que, dans le cas où la paix ne pourrait se faire, en appuyant l'Empereur, la France et son allié assureraient pour jamais la tranquillité de l'Algérie.

En Belgique, il n'y a rien d'important; les grains de toutes sortes y

abondent et il y avait une baisse assez considérable dans les différentes céréales.

En Bavière, le peuple se montrait des plus mécontents de l'ordre de choses actuel. Lola Montès perdait de sa popularité et dans plus d'une occasion le peuple s'est permis de la huer et de lui lancer toutes sortes de projectiles; mais le Roi a voulu que les autorités vinssent implorer la clémence de l'ex-comédienne. Quelle dégradation!

Tout cela n'est rien comparé à la fermentation de l'Allemagne. Décidément les Allemands sont las de tyrannie; ils disent qu'il leur faut maintenant des institutions libérales. Les Etats Hongrois entre autres demandent avec obstination et persistance la liberté de la Presse, la liberté d'Association, le droit de contrôler les actes du Gouvernement, l'égalité dans la répartition des impôts, etc. etc. etc. Ce n'est pas tout; l'Autriche est dans des trances continuelles; la Suisse et l'Italie l'inquiètent mortellement; et les peuples slaves de l'Allemagne parlent de se réunir à toutes les autres populations slaves, et de se mettre sous la protection d'un même sceptre. La Russie seconde les vues de l'Autriche et croit arrêter le mouvement en emprisonnant quelques centaines d'individus, mais elle se trompe grandement; le germe de la liberté ne se comprime pas par de tels moyens.

En Prusse l'excitation paraît s'apaiser. Le peuple comprend que ce n'est pas un moment favorable pour se montrer malin; il se résigne et attend patiemment que la liberté de la Presse vienne l'aider à sortir de son état présent.

La Diète Suisse a ouvert ses séances le 5. Toutes les puissances y étaient représentées par leurs ambassadeurs, à l'exception de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse qui se sont abstenues, et du Nonce et de l'ambassadeur de Bavière qui se sont excusés. Le discours d'ouverture, par M. Oschenbein, ne parle pas des Jésuites. Il se prononce fortement pour la Révision du pacte fédéral, et parle de la note de M. Guizot qui y déclare que si la majorité passe des mesures coercitives contre la minorité l'intervention étrangère aura lieu. Tout était tranquille; mais on regardait l'avenir avec crainte, car il s'y prépare une crise, peut-être même une révolution!

L'Espagne était toujours dans la même situation; le Légal était arrivé, mais ne savait à qui s'adresser. Car le ministère est toujours sur le point de tomber, il est sans argent, et est obligé de puiser dans les trésors d'institutions pour l'éducation. Des ouvertures ont été faites en France à Narvaez pour le mettre à la tête du ministère espagnol, mais la négociation a manqué, aussi bien que le mariage de l'Infante Josepha avec un général d'Espagne: le gouvernement n'a pas voulu le permettre.

En Portugal l'ordre était rétabli; restait à tenir les promesses. Une constitution, la liberté, des garanties, voilà bien de quoi pour Dona Maria; elle aura bien de la peine à se résigner à ces concessions.

La Grèce était tranquille; il y avait eu une tentative d'insurrection qui avait été comprimée à temps. Les élections étaient sur le point d'avoir lieu, et si Coletti n'avait pas une majorité imposante, toutes les prévisions devaient être trompées.

L'Italie continuait plus que jamais à être agitée d'une extrémité à l'autre. Le jour de la Fête de Saint Pierre et Saint Paul, le peuple s'était rassemblé à Rome sur la place publique et n'avait pas proféré un seul mot, vu la défense faite par le Pape de se réunir. Tout-à-coup le bruit se répand que l'ambassadeur d'Autriche donne un dîner où sont invités des Cardinaux et que c'est un prétexte pour régler l'ordre d'une intervention armée. La populace se met donc en marche et arrive en face de l'hôtel du ministre. Elle allait se livrer à sa fureur si le fameux Ciceronachia n'était venu expliquer l'affaire au peuple qui s'est alors apaisé et dispersé. Cela n'a pas empêché les Cardinaux, convives du ministre, de sortir immédiatement de Rome. Il n'y a plus de moyen; l'élan est donné; l'idée de la liberté est trop bien enracinée au cœur des Italiens pour vouloir arrêter le mouvement. Le peuple veut des institutions libérales là comme ailleurs; ce serait impolitique que de ne lui en donner pas. Le Pape continue toujours ses réformes! C'est par son ordre que S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat vient de publier une instruction pour régler les diverses attributions judiciaires. Le Tribunal Del Governo prend le titre de Tribunal Criminel de Rome et le Tribunal de la Chambre Apostolique s'appellera Tribunal Civil de Rome. Quelques Cardinaux ont présenté à S. Sainteté une liste de cent noms; c'étaient les noms de 100 citoyens de Rome qu'on proposait de bannir, le Pape s'y est refusé et s'est encore par là attiré les applaudissements des populations.